

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité administrative – Bâtiment A
24016 – Périgueux Cedex

PERIGUEUX, le 30/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD SA

Planeaux
24800 Thiviers

Références : DP/DiPa/UbD24-47/063/2023
Code AIOT : 0005204806

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD SA implanté Les Bujadelles , Le Chaladou Les Clauds Nord Les Combes, Granges du Maine Les Re 24420 Savignac-les-Églises. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/>

Action nationales 2022 fixée par l'instruction du 22/12/2021 : Plan de Gestion des Déchets et biodiversité dans les carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD SA
- Les Bujadelles , Le Chaladou Les Clauds Nord Les Combes, Granges du Maine Les Re 24420 Savignac-les-Églises
- Code AIOT : 0005204806
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 20 mars 2012, la société Calcaires et Diorites du Périgord a été autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire d'une capacité maximale de production de 350 000 t/an sur la commune de Savignac les Eglises aux lieux dits « Granges du Maine, Les Combes, Les Clauds Nord, Les Bujadelles, Les Renardières, Le Chadalou ».

L'extraction s'effectue à l'aide d'explosifs et reprise des matériaux abattus par pelle et tombereaux.

L'arrêté préfectoral du 16 décembre 2013 a modifié les conditions de remise en état du site en intégrant l'apport de matériaux inertes externes et a précisé les côtes d'exploitation et de remblaiement. La mise en place d'un convoyeur aérien au-dessus de la RD68 a été acté par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2018.

Hormis les secteurs destinés au remblayage par des déchets inertes extérieurs, les secteurs déjà exploités à la notification de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2012 sont remblayés par les stériles d'exploitation selon les côtes fixées à l'article Conditions de remise en état. Les matériaux extraits sont dirigés vers l'installation de traitement présente sur la carrière, par tombereaux.

L'autorisation d'exploitation de carrière est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 15 ans selon 3 phases quinquennales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations visitées : carrière et installation de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
-

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 7.5.1	/	Sans objet
7	Modalités de remblayage	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 1.1	/	Sans objet
2	Bornages	Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 3.2	/	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 7.4.7	/	Sans objet
5	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 9.1.4	/	Sans objet
6	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 5	/	Sans objet
9	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
10	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
11	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
12	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
13	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
14	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
15	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
16	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
17	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
18	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
19	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines prescriptions contrôlées doivent être confirmées par des compléments. La quantité de matériaux d'apport de déchets inertes doit être respectée en 2023.

Le Plan de Gestion des Déchets est en cohérence avec la visite effectuée sur le terrain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2510.1 Exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire - Autorisation Production maximale : 350 000 tonnes / an
Constats : L'exploitant indique qu'aucune évolution des installations n'est à constater depuis la dernière visite d'inspection. En 2021, la production a été de 282 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bornages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer, préalablement à la mise en exploitation des secteurs d'extension, et de maintenir sur tous les secteurs en cours d'exploitation : - des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation (P.A.) ; - des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le plan d'exploitation présenté en séance : - les relevés topographiques sont correctement calés au niveau du parcellaire, - les bornes sont reportées en limite du périmètre de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 7.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses de la qualité des eaux souterraines en période de basses et de hautes eaux sur les piézomètres mentionnés ci-dessus et sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, MES, DCO, nitrates et hydrocarbures totaux.</p> <p>Le niveau piézométrique, raccordé au système national et indiqué en mètres NGF, doit être relevé lors de chaque campagne.</p> <p>Tous les cinq ans, un historique de la qualité des eaux souterraines et du niveau piézométrique, portant sur la période écoulée est transmis à l'inspection des installations classées sous un format graphique. L'historique porte sur les paramètres susvisés et les niveaux hautes eaux, basses eaux de la nappe. Les amont et aval hydraulique sont également reportés.</p>
<p>Constats : L'analyse réalisée en mars 2022 par le laboratoire IRH ne présente pas de non-conformité. 6 piézomètres sont suivis, les niveaux sont indiqués en mètre, les mesures sont consignées au sein d'un tableau.</p>
<p>Observations : Le niveau piézométrique relevé lors de chaque campagne doit être raccordé au système national et indiqué en mètres NGF. Le niveau du piézo n° PZ 7G (73.50 m) doit être confirmé.</p> <p>L'exploitant doit indiquer sur le plan de localisation des piézomètres le sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>Un historique de la qualité des eaux souterraines et du niveau piézométrique, portant sur la période sur les 5 dernières années est transmis à l'inspection des installations classées sous un format graphique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. A minima 8 plaquettes de dépôt sont implantées autour du périmètre d'autorisation en direction des secteurs d'habitation à des emplacements matérialisés sur le plan annexé au présent arrêté. Cette implantation tient compte des vents dominants. L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-007. Les mesures de retombées de poussières, au moyen de ces capteurs, sont effectuées quatre fois par an avec une campagne par saison. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les mesures des retombées de poussières dans l'environnement sont réalisées à partir de 5 jauges de dépôt. Les résultats des mesures réalisées par le laboratoire SGS (rapport du 05/07/2021) ne sont pas conformes à la réglementation : > 500 mg/m ² /j.
Observations : Un plan de surveillance du suivi des retombées de poussières, portant à minima sur trois années, est transmis à l'inspection un mois à compter de la réception du rapport. Le plan de surveillance doit être complété des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- identification des sources / zones d'émissions de poussières,- classification des sources / zones (hiérarchisation),- présentation de la topographie du site,- justification de la localisation de stations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 9.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 25 janvier 1997 susvisé au droit des zones à émergence réglementées.
Constats : La réalisation d'une étude acoustique est prévu avant fin 2022.
Observations : Le rapport de diagnostic acoustique est transmis à l'inspection un mois à compter de la réception du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les besoins en aspersion des matériaux et pistes, l'exploitant est autorisé à prélever par le biais d'un forage d'eau à usage industriel sur l'emprise de la carrière, un débit horaire instantané de 7,5 m3/h soit 9 290 m3 annuel d'eau.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans les dossiers de déclaration de forage et prélèvement d'eau souterraine dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p>
Constats : Le volume d'eau prélevé par le biais du forage est d'environ 5 000 m3 au mois d'octobre 2022 et de 1 300 m3 sur le réseau d'adduction d'eau potable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Modalités de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage – remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'apport de déchets inertes sur les secteurs visés à l'article 12.3 doit être achevé 6 mois avant l'échéance de l'autorisation de l'arrêté préfectoral n°120274 du 20 mars 2012. Il est également limité dans les conditions suivantes : Quantités annuelles 45 000 tonnes.</p>
Constats : La quantité de déchets inertes est d'environ 90 000 tonnes sur l'année 2022.
<p>Observations : Non-respect de la quantité des apports de déchets inertes.</p> <p>L'exploitant doit respecter le volume maximal autorisé. En 2023 (juin et novembre), il apportera tous les éléments permettant de justifier et confirmer ce respect.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage – remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Peuvent être admis pour le remblayage des secteurs visés à l'article 12.3 les matériaux extérieurs inertes et déchets inertes respectant les dispositions du présent arrêté et visés par l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présentés.</p>
<p>Constats : Par sondage, il a été réalisé au contrôle du protocole de la procédure d'accueil des matériaux extérieurs acheminées sur le site par camions de transport.</p> <p>Le bon de livraison n° 044570 du 18/11/2022 d'une quantité de 30,08 t de matériaux inertes (terres et cailloux) a fait l'objet d'un contrôle approfondi associé : bordereau de prestation, formulaire de demande, registre de suivi...</p> <p>Il n'a pas été constaté de non-conformité.</p> <p>Pour rappel : les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Le PGD a été mis à jour en 2021 phase 3 d'exploitation.</p> <p>Les déchets d'extraction présents sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la terre végétale (découverte du gisement) ; - les déchets solides ou semi-solides issus de la découverte et de l'exploitation du gisement (découverte du gisement). <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de stockage de plus 3 ans sur le site puisque la remise en état se fait à l'avancée de l'exploitation. Il n'y a donc à ce titre pas de zone de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
Constats : Il n'y a pas d'installation de gestion de déchets de catégorie A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Il n'y a pas de zone de stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Il n'y a pas de zone de stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Il n'y a pas de zone de stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : L'exploitant a estimé la quantité totale de déchets sur la durée de l'exploitation. La remise en état se fait à l'avancée de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Il n'y a pas d'installation de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : La remise en état se fait à l'avancée de l'exploitation. Le PGD est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le tableau de synthèse "Environnement et Santé" de la gestion des déchets d'extraction (page 13 du PGD) est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD contient les procédures de contrôle et de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le plan de remise en état est annexé au PDG.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet